

REPUBLIQUE DU CONGO  
ETAT DE L'EQUATEUR.  
=====

Monsieur le Président

Messieurs les Députés Provinciaux,

Le Conseil des Ministres de l'Etat de l'Equateur, siégeant à Coquilhatville, a adopté, à l'unanimité, le programme gouvernemental suivant, qu'il s'engage à réaliser, pour le plus grand bonheur des populations de cette province jadis trop ignorée.

Le Gouvernement de l'Etat de l'Equateur, se propose d'assurer, quelles que soient les circonstances, et en tout premier lieu, à tous les citoyens de la province, l'exercice de toutes les libertés fondamentales proclamées dans la Déclaration des Droits de l'homme; libertés pour lesquelles tous, hommes, femmes, et enfants, ont tenu, pour les recouvrer, dans des conditions souvent impossibles, une lutte acharnée contre les puissances colonialistes. Cet exercice des libertés fondamentales, sera limité par le gouvernement pour l'intérêt des citoyens eux-mêmes, en ce sens que l'Etat entend que chaque individu, chaque groupement respecte également les libertés d'autrui, ce qui n'est possible que dans le cas où l'Etat exerce un contrôle dans l'exercice de leurs libertés, par les citoyens.

Le Gouvernement de l'Etat de l'Equateur entend jouir de tous les pouvoirs dans les mesures compatibles afin de provoquer rapidement l'épanouissement économique, social et culturel de la province, et ne peut tolérer, à ce titre, aucune ingérence injustifiée de l'extérieur...d'où qu'elle vienne.

.../...



## I. AGRICULTURE - VETERINAIRE.

L'économie de l'Etat de l'Equateur étant basée principalement sur l'Agriculture, le Gouvernement doit dès aujourd'hui songer à l'améliorer dans la mesure des possibilités actuelles. La province de l'Equateur de par sa nature, renferme des richesses agricoles immenses, mais insuffisamment exploitées. Afin de combler cette lacune, le Gouvernement envisage appliquer le programme suivant :

### A) Orientation des élèves des écoles primaires vers les problèmes agricoles.

En effet, le Gouvernement doit déjà s'efforcer à intéresser le jeune congolais au travail du sol. Ainsi, dans les années à venir, un nombre plus ou moins important d'autochtones auront une idée de l'importance que revêt l'agriculture dans la Province.

### B) Cours accélérés.

Le Gouvernement se propose de reconnaître officiellement, dans un avenir très proche, les écoles professionnelles d'Agriculture et d'assistants agricoles, qui, jusque cette date, ont été privées de l'aide de l'Etat, c'est à dire de subsides. Une révision minutieuse des programmes de ces écoles s'avère nécessaire. Le Gouvernement veillera à augmenter d'une façon rationnelle les années d'études, la chose **s'avérant** fort bénéfique.

Le Gouvernement s'efforcera à créer beaucoup de facilités aux agronomes congolais, désireux de se perfectionner et de parfaire leurs connaissances agricoles, en vue de mieux rendre service à l'Etat. Un système de stages annuels sera mis sur pied, et les bénéficiaires pourraient, très rapidement, acquérir une expérience pratique suffisante.

### C) Formation accélérée des Agriculteurs congolais Indépendants.

Le Gouvernement procèdera, sur place, à la formation



accélérée des agriculteurs Congolais indépendants, en faisant venir dans la province des fermiers étrangers des pays tropicaux disposant du matériel agricole spécialisé. Il confiera aux familles de ces fermiers des terrains qu'ils exploiteront à côté de ceux mis en valeur par des cultivateurs congolais. Ce procédé permettra à ces derniers de s'adapter rapidement au maniement des machines agricoles. L'Etat pourra alors consentir des crédits aux cultivateurs autochtones ayant suivi cette formation pratique durant une période d'expérimentation de plus ou moins un an (une campagne agricole ).

I) En ce qui concerne l'augmentation de la production rurale.

Le Gouvernement tient à grouper les paysannats en coopératives suivant les affinités claniques et autres. Ces coopératives se répartiront en coopératives de culture pérennes et coopératives de cultures annuelles.

Dans les régions où la prospection pédobotanique n'a pas été faite, le Gouvernement procédera à des travaux d'analyses pédobotanique et pédologique.

Les données pédologiques sont indispensables à toute étude de planning agricole à laquelle sera soumise toute nouvelle organisation agricole.

C'est pourquoi le Gouvernement réalise spécialement la nécessité de mettre en place, le personnel de prospection afin de disposer au plus tôt de la carte pédobotanique de la province entière. Le programme retenu au second plan décennal prévoit 4 chefs cartographes et 16 chefs de chantiers, durant cinq ans, ce qui représente grosso-modo la prospection de  $\pm 40.000 \text{ km}^2$ . Au début 1961 sont prévus :

dans le district de l'Ubangi : 2 chefs cartographes et 8

chefs de chantier; une équi-

pe en savane, l'autre en forêt;

dans le district de la Mongala: 1 chef cartographe et 4 chefs

.../...



de chantier;

dans le district de la Tshuapa: 1 chef cartographe et 4 chefs  
de chantier;

dans le district de l'Equateur: 1 chef cartographe et 2 chefs  
de chantier.

Le nombre d'unités affectées à ce secteur démontre clairement l'importance que l'on attache aux prospections pédologiques, donc au planning agricole.

Les tâches essentielles et urgentes ne manquent pas. Si le personnel du service de l'Agriculture est insuffisant, il lui est possible de trouver une aide précieuse auprès des moniteurs agricoles. Aussi, ces auxiliaires, s'ils s'en montrent dignes et capables, doivent être maintenus en dépit des difficultés budgétaires que le Gouvernement rencontre. Le Gouvernement préconise également l'engagement des moniteurs agricoles non diplômés, mais ayant acquis une certaine expérience.

Afin d'éviter un éparpillement inconsidéré de petites plantations, un mauvais choix de terrain sans enquête foncière préalable, le non respect des techniques agricoles et l'utilisation de matériel de multiplication tout venant, des instructions seront données au personnel territorial et de propagande agricole, en vue d'assister techniquement les cultivateurs congolais en matière de campagnes agricoles, en vue de suppléer à la carence actuelle des techniciens et spécialistes

Le Gouvernement s'engage à poursuivre des paysannats-pilotes. Quatre des ceux-ci sont en cours en territoire de Libenge ( Motenge-Boma), Eusinga(Bozene), Basankusu(Djombo) et Boende ( Lokolia ).

Ces expériences consistent à prendre contact permanent avec les planteurs congolais à leur expliquer les bienfaits et les revenus que peuvent leur apporter les cultures organisées, à les guider dans leur choix et, tenant compte de leur désir d'établir volontairement telle ou telle cul-



ture à les conseiller sur le choix du terrain et les méthodes culturales à pratiquer après enquêtes foncières préalables.

#### La propagande agricole.

Dans un pays indépendant comme le nôtre, il n'est plus nécessaire d'imposer la culture à la masse paysanne. Le Gouvernement mettra tout en oeuvre pour multiplier les contacts avec les cultivateurs et planteurs autochtones, dans le cadre d'une politique de persuasion et de compréhension.

#### FINANCEMENT.

Notre Etat insuffisamment développé, a besoin de trois catégories de capitaux.

- a) Des dons ou prêts à des conditions très avantageuses, pour son infrastructure, ses dépenses sociales, ses investissements à long terme.
- b) Les prêts à conditions subcommerciales pour les activités à rapport lent, comme l'agriculture, ou pour ses entreprises débutantes;
- c° Des crédits à conditions normales pour les activités rentables. L'importance de cette catégorie croît avec le degré de développement.

Un des principaux buts de l'assistance financière sera d'augmenter le plus rapidement possible la **capacité** d'autofinancement de notre province.

#### Normes du Travail

Pour aider les cultivateurs indépendants, le Gouvernement établira, grâce au conseil de propagandistes, des pépinières de cultures pérennes dans chaque chef-lieu de secteur et une pépinière d'une seule culture pérenne, sur demande, dans des villages indigènes.

#### EVACUATION DES PRODUITS.

Notre province possédant un réseau fluvial très impor-



tant, est cependant assez mal lotie quant aux voies terrestres. Le nord rencontre de sérieuses difficultés quant à l'évacuation du coton et des arachides.

Des distances énormes sont à couvrir et ce par camion, ce qui grève fortement le produit transporté.

Le Gouvernement projete la construction d'un chemin de fer reliant Bumba à Libenge.

### Mécanisation

Dans ce domaine, les premières réalisations sont dues à l'initiative privée.

Dans la province, où les forêts inondées occupent des étendues trop vastes, une mécanisation absolue rencontrera des difficultés insurmontables.

Le Gouvernement compte réaliser l'application du premier stade de la mécanisation agricole à savoir: la préparation du sol au moyen de tracteurs lourds, de charrues polisocs, de sous-solouses, et ce uniquement dans les grands blocs " paysannat "

### EAUX ET FORETS.

La province de l'Equateur, très bien dotée au point de vue forestier, est pourvue d'un réseau hydrographique dense. Un programme d'enrichissement forestier d'environ 2.000 Ha s'avère nécessaire.

Ces enrichissements se feront :

#### 1° En région de Lisala.

( enquête en cours pour un bloc de 2.500 Ha + possibilité d'extension de + de 5.000 Ha ).

#### 2° Moyen fleuve

A Lulonga ( en cours )

#### 3° Bas - fleuve

Gombe environ 1.500 Ha en cours d'enquête.

#### 4° Lukolela

1.500 Ha existent extension possible de 3 à 4.000 Ha.

#### 5° Région de Dongo

.../...



Environs 30.000 sont à classer, enrichissement possible de 1 à 20.000 Ha.

Cette région est de loin la plus intéressante.

#### Protection des savanes.

Ce programme, en cours actuellement, se poursuivra activement et s'entendra, comme prévu sur une période de 10 ans.

#### Développement de l'exploitation des régions forestières.

Une reconnaissance des possibilités forestières devra être entreprise pour constituer un inventaire de nos réserves. Nos travaux dans le domaine forestier peuvent donc se résumer comme suit :

- 1° Enrichissement des forêts
- 2° Protection des savanes
- 3° Exploitation forestière.

Il est à noter que dans le domaine forestier des prospections sont à faire, prospection qui auront pour objet la détermination de la densité des essences convenant à d'éventuelles fabrications de papiers (bois tendres).

Les hévéa, suivant notre nouvelle politique agricole, seront plantés en remplacement des extensions "café", là où le terrain le permet.

Il serait donc intéressant de créer sur place de petites industries de produits "finis".

Telle que, plastic, bakélite, vernis (nous avons le plus beau copal du Congo) etc ...

Ces projets de nouvelles industries, restent évidemment liés aux possibilités économiques qui seront fournies à l'Etat dans l'avenir.

#### Programme routier

Territoire de Bikoro	-	Ibeke	-	Mabundji
" Monkoto	-	Maduo	-	Bompola
" Ikela	-	Botende	-	Bokwankusa
" Befale	-	Songé	-	Riv. Bowe
		.../...		



Territoire de Boende	-	Bonkoni	-	Bomate	
"	Bokungu	-	Mosefa	-	Ysau
			Bomeka	-	Mange
"	Bumba	-	Yandama	-	Yamotili
		-	Yakoma	-	Lipoti
"	Kungu	-	Bonkondji	-	Bangabula
"	Libenge	-	Motenge-Boma-	Yakombo	

En plus du réseau routier cité ci-dessus, le Gouvernement s'engage à améliorer les " Voies d'accès" dans les différents P.I.

#### PECHE

L'action piscicole dans la province s'est surtout cantonnée en région de Gemena.

Le Gouvernement visera à l'installation de " têtes de pisciculture "( stock d'eau, canal dérivation, étangs d'alevinages, petits étangs individuels), au rythme moyen de 10 têtes de pisciculture par an.

#### PATURAGES.

L'amélioration des pâturages constitue l'un des problèmes capitaux dans le domaine de l'élevage. Ce problème est triple, à savoir

1°/ Entretien des pâturages existants, ceux-ci sont naturels, en régions de savanes(Esobe). Il n'y a pratiquement pas d'enrichissement à l'heure présente.

2°/ Extensions éventuelles dans les régions menacées d'overstoking.

3°/ Mécanisation des travaux.

Des graminées peu appréciées par le bétail forment la majorité de nos pâturages. Des améliorations progressives sont à faire ( système des "paddoks" de l'Ituri).

#### ELEVAGES COLLECTIFS.

Avec prudence, le Gouvernement devra poursuivre le programme d'extension des élevages C.A.C.I., ceci pour deux raisons :



- a) Familiariser les fermiers avec le bétail et choisir les plus méritants d'entre eux pour commencer de petits élevages familiaux.
- b) Permettre la sélection plus aisée des races plus intéressantes et ceci par région.

#### IV. FERME.

Le système actuel, donnant satisfaction, sera maintenu sauf pour certaines régions bien déterminées, par exemple:

- a) LOLA l'on y constate un overstocking manifeste. Il faudra prévoir des extensions de pâturages et améliorations des savanes naturelles par enrichissement. Dans cette ferme, pour des raisons mal ou peu connues, il ressort que l'élevage des suidés périlite. Nous supprimerons progressivement cette spéculation.
- b) BOLOMBO après l'amélioration des pâturages, le paddockage et l'enrichissement, nous entamerons la sélection des performances. Les sujets issus, seront réservés aux éleveurs individuels, les bêtes écartées seront livrées au commerce local. L'élevage porcin se fera d'une manière accélérée pour assurer un ravitaillement suffisant à la ville. Il faudra prévoir l'organisation d'un centre d'adaptation des races laitières et de boucherie.

#### VI. ORGANISATION SANITAIRE

La province de l'Equateur est une des seules où le bétail est indemne des diverses maladies endémiques et épidémiques? Pour garantir notre cheptel nous proposons les mesures préventives suivantes :

.../...



- 1°/ Interdiction d'importation de bêtes provenant, soit des provinces de l'Est, soit de la République Centrafricaine si celles-ci ne sont pas pourvues d'un "passavant" vétérinaire.
- 2°/ En cas d'importation régulière, il faudra éviter le contact des bêtes étrangères avec le cheptel local.
- 3°/ Création de pâturage "d'attente" autour des abattoirs.
- 4°/ L'abattage de ce bétail se fera le plus rapidement possible.
- 5°/ Une expertise des viandes sera obligatoirement faite par spécialiste vétérinaire, ses décisions seront sans appel.
- 6°/ Là où des noyaux importants sont en place, avec l'aide du F.O.B.E.I. ou du Gouvernement il y aurait intérêt à construire des "Dipping-Tank".

## II. JUSTICE.

### G E N E R A L I T E S .

- A. Prison-Le Gouvernement se penchera avec bienveillance sur le sort des prisons et celui des prisonniers. Il estime devoir, dans les mesures compatibles avec les possibilités financières de l'Etat, faire de la prison un établissement de rééducation pour ceux qui auraient connu la réclusion, en approfondissant le système actuel d'instruction, d'apprentissage manuel.
- B. Tribunaux : La désorganisation actuelle de l'appareil judiciaire appelle un redressement de grande



envergure. Toutefois, le Gouvernement laissera exister, à côté des tribunaux de police, de territoire et autres instances judiciaires supérieures de l'Etat, les tribunaux coutumiers.

C. Contentieux : Le Gouvernement s'efforcera surtout, en ces moments difficiles du début, d'assurer la marche régulière des divers bureaux d'immigration répartis sur toute l'étendue de l'Etat. Il devra également en ouvrir d'autres dans des Territoires limitrophes, où il s'offre beaucoup plus de facilités aux étrangers à s'évader du territoire congolais ou d'y entrer frauduleusement.

### III. INTERIEUR - INFORMATION - TRAVAIL.

Pour répondre aux aspirations des populations, le Gouvernement envisage de poursuivre de toute urgence, jusqu'à l'échelon territorial, la démocratisation parfaite des institutions afin que tous les pouvoirs ne soient plus détenus que par les élus du peuple..

La réalisation de cette politique entraînera inévitablement la réforme des structures politique et administrative actuellement en vigueur.

#### A) AU POINT DE VUE POLITIQUE.

Le Gouvernement projette de retirer tous les pouvoirs de décision aux échelons District et Territoire pour les transférer aux organes de circonscriptions. Cela implique en quelque sorte la communalisation des Secteurs lesquels jouiraient chacune de son autonomie sous la tutelle directe du Gouvernement.

Les subdivisions actuelles (Secteurs, chefferies, groupement) qui sont dans une grande part sources de conflits et de divisions seront revues afin de les



adapter aux nécessités de l'évolution politique et de consacrer, devant les populations, un changement de régime.

B) AU POINT DE VUE ADMINISTRATIF.

Puisque les pouvoirs sur des questions d'intérêt local devront revenir aux Circonscriptions, le Gouvernement envisage de faire du Territoire un échelon de liaison et de contrôle, chargé de veiller à la bonne exécution des lois et édits des pouvoirs national et provincial.

Les Services relevant directement de la Province seront assurés à cet échelon qui prendra une autre dénomination.

Le Gouvernement envisage la suppression de l'échelon District qui deviendra inutile par suite du transfert des pouvoirs de contrôle et de décision respectivement aux Territoires et aux circonscriptions.

Les réformes ci-dessus provoqueront fatalement :

- a/ une modification raisonnable des limites de territoires ou de circonscriptions dans un sens de regroupements suivant les affinités coutumières ou les impératifs économiques.
- b/ de nouvelles élections à l'échelon "Circonscriptions" en vue de répondre au vœu des populations qui souhaitent et même exigent le remplacement de certaines autorités locales. Les modalités de ces élections qui doivent s'accompagner le moins possible de fièvre électorale seront proposées par le Gouvernement qui envisage un système tout aussi démocratique que les élections passées mais plus adapté à la mentalité des populations.

C) TRAVAIL.

.../...



La Province étant essentiellement agricole, le Gouvernement envisage une politique de plein emploi axée principalement sur l'exploitation intensive et rationnelle des ressources agricoles.

Le Gouvernement Provincial favorisera la création des coopératives agricoles ainsi que des coopératives de transformation et de consommation destinées à promouvoir l'industrialisation des diverses régions.

L'amélioration des conditions de vie du travailleur et l'élévation de son niveau social retient particulièrement l'attention du Gouvernement.

Le sort des pensionnés et des vieillards dépendant du Gouvernement Central, le Gouvernement Provincial prendra des initiatives en vue d'amener les responsables à revoir sans tarder les taux en vigueur actuellement.

Un Service Provincial du Travail dans lequel sera incorporée la section actuelle de l'Inspection du Travail sera créé.

Le Gouvernement porte son attention toute particulière sur l'organisation de l'emploi, de façon que l'offre et la demande puissent aboutir à un équilibre social et stimuler le souci de ne pas faire du travail, un usage inconsidéré. La politique des salaires revêt, pour un état, une importance considérable, parce que de son orientation, dépend parfois pour une large part, l'avenir économique du pays. Lorsque le niveau moyen général est trop bas, les citoyens ne sont pas incités à produire des efforts soutenus et constants en vue d'augmenter la productivité. Si, d'autre part, une élévation trop brusque des rémunérations des employés



n'est pas suivie d'une hausse au moins égale de la productivité et des possibilités des marchés, le danger d'inflation est inévitable. Cette dernière détruit rapidement les réalités économiques de l'Etat. Le Gouvernement évitera de s'engager, d'une façon légère, dans une politique salariale, mais devra plutôt agir avec discernement et d'une manière progressive.

La solution la plus recommandable pour le moment, où l'économie de notre jeune Etat ne permet pas au Gouvernement de faire face à des dépenses inconsidérées, est de pratiquer un système d'augmentation progressive, mais continue des salaires, parallèlement à l'augmentation équivalente, si pas supérieure, du rythme de la productivité.

Un salaire juste doit couvrir le minimum vital décent. Les taux des salaires seront établis par voie de négociations paritaires entre les organismes représentatifs d'employeurs et des employés. Il est très normal que le travailleur arrive à créer famille, qu'il entretiendra exclusivement au moyen des revenus de son travail.

A cet égard, le Gouvernement mettra tout en oeuvre en vue d'assurer au travailleur congolais, un salaire familial.

Le Gouvernement s'engage à mettre sur pied, un programme spécial de formation technique, car il est nécessaire d'assurer aux travailleurs cette formation, en vue de leur permettre de développer la qualité de leur travail. Il convient également de susciter chez eux le désir de se perfectionner, en organisant, suivant les possibilités, des



stages de perfectionnement.

Le Gouvernement devra créer des commissions, plutôt des tribunaux de travail, qui devront être l'instrument d'assainissement des relations professionnelles. Ces tribunaux seront composés d'un nombre égal des représentants des entreprises d'une part, et des représentants des employés d'autre part.

D) INFORMATION.

L'Information du Gouvernement Provincial restera au service de tous les habitants de la Province et évitera toute forme de propagande en faveur d'un parti ou de personnes déterminées.

Elle aura pour mission :

- a/ de contribuer à la formation civique et sociale des populations de la Province;
- b/ de les éclairer sur l'action du Gouvernement Provincial, sur les buts qu'il poursuit ainsi que sur les problèmes qu'il rencontre;
- c/ de les informer, sans partis pris, sur les événements ayant cours dans le monde, dans la République et plus en détails dans la Province.

Pour atteindre ce but, le Gouvernement envisage une rationalisation des tâches par le développement des services suivants:

- LA RADIO : la qualité des programmes sera améliorée en vue d'assurer l'éducation et la formation des citoyens tout en les distrayant;
- LA PRESSE : renforçant l'action de la RADIO consistera à éditer des brochures, causeries et tracts éducatifs conçus suivant les

.../...



particularités propres à la Province.

- LE CINEMA : tout en contribuant à la distraction des populations, réalisera par l'image les thèmes exploités par la Presse.

Au point de vue culturel, le Gouvernement a le souci de sauver tout le patrimoine de la Province dans ce domaine. A cet effet, l'étude des coutumes sera activement poursuivie et un service spécial sera créé dans le but :

- a/ de rassembler les flokloriques;
- b/ de veiller à leur conservation;
- c/ de provoquer une décisive renaissance.

E) POLICE.

Le Gouvernement ne peut être efficace que s'il dispose des forces de l'ordre sur lesquelles il peut compter pour faire respecter ses édits-lois et assurer la sécurité de chaque habitant de l'Etat, quelle que soit sa nationalité. Pour ce, et, sur toute l'étendue de l'Etat, une police provinciale, la Gendarmerie, et un bataillon campé prêtent main-forte au Gouvernement. En ce qui concerne la Police, certaines défectuosités ont été constatées et le Gouvernement est amené à envisager une réforme dans l'organisation de celle-là. Il fera appel aux bons offices des techniciens de l'ONU qui étudieront et présenteront un plan de réforme de la police. Il étudiera également la possibilité d'envoyer, en formation à l'étranger, des éléments chez qui se révélerait une vocation déterminée de servir le Pays. Avant cette réforme et vu le départ massif et précipité des commissaires de police européens, le Gouvernement a procédé à la nomination d'un commissaire en

.../...



Chef et des commissaires congolais. Il décide également de faire appel à des intellectuels civils qui l'accepteraient, d'être chargés de fonction de commissaire de police. En effet, ces éléments bénéficiant d'une formation générale suffisante et d'une expérience administrative incontestée, apporteront aux différents corps de Police où ils seront affectés, un nouvel esprit.

F) HABITAT.

Le Gouvernement appliquera une politique judicieuse appelée à accélérer l'amélioration des conditions de logement des habitants. Des mesures de faveur seront prises en vue d'étendre l'octroi des crédits à un plus grand nombre de travailleurs.

Les taux de remboursement seront revus pour faciliter aux classes les moins fortunées le remboursement des fonds.

Une action spéciale sera entreprise par le Gouvernement afin de provoquer dans un laps de temps l'amélioration des conditions de logement spécialement dans les milieux ruraux.

IV. EDUCATION ET ACTION SOCIALE.

G E N E R A L I T E S .

L'un des soucis les plus essentiels du Gouvernement, sera le problème de l'Enseignement primaire, moyen, secondaire et technique. Le Gouvernement tendra à éliminer toutes discriminations dans l'enseignement de quelque degré qu'il soit. Il s'engage à multiplier surtout, dans des milieux ruraux, les écoles primaires qui permettront à tous les enfants de suivre les cours les plus élémentaires. La multiplication des dites écoles sera consacrée par l'obligation, pour chaque adolescent, de suivre les études primaires.

.../...



Le Gouvernement entend imposer à ces dernières un programme adapté aux exigences réelles de l'Etat en particulier, et du Pays en général. L'enseignement primaire, aussi longtemps que le permettront les possibilités financières de l'Etat, sera dispensé gratuitement aux enfants des citoyens.

Toutefois, les écoles payantes seront maintenues à l'intention des ceux qui désirent y envoyer leurs enfants. Le français y sera instauré comme langue obligatoire.

Le Gouvernement s'engage à pousser, au maximum, le développement de l'enseignement pédagogique. Le cycle des écoles dispensant cet enseignement devra être porté à six ans au lieu de quatre. Le besoin d'enseignants est tel dans l'Etat que la réalisation du présent programme s'avère très urgente. Quant à l'enseignement moyen et secondaire, le Gouvernement s'engage à les promouvoir au maximum des possibilités budgétaires, et à en améliorer la qualité en appliquant les programmes des études d'humanités, avec adaptation de certains cours aux nécessités spécifiques africaines. La suppression de l'enseignement de la langue néerlandaise sera appliquée et sa substitution par celui de l'anglais sera envisagé dans toutes les écoles de l'Etat.

Le Gouvernement, devant l'impérieuse nécessité de disposer, dans le plus court délai possible, des techniciens capables, s'engage à transformer en section technique secondaire certaines des écoles professionnelles existantes. Il étudiera les possibilités d'ouverture de nouvelles écoles professionnelles et agricoles, là où l'évolution économique et social le justifie.

Le Gouvernement regrette le fait que l'enseignement, dans les écoles pour filles souffre d'un retard sur celui dispensé dans des écoles pour garçons. Il envisage, dans des villes et des grands centres, la création des écoles mixtes, où un même



Le Gouvernement entend imposer à ces dernières un programme adapté aux exigences réelles de l'Etat en particulier, et du Pays en général. L'enseignement primaire, aussi longtemps que le permettront les possibilités financières de l'Etat, sera dispensé gratuitement aux enfants des citoyens.

Toutefois, les écoles payantes seront maintenues à l'intention des ceux qui désirent y envoyer leurs enfants. Le français y sera instauré comme langue obligatoire.

Le Gouvernement s'engage à pousser, au maximum, le développement de l'enseignement pédagogique. Le cycle des écoles dispensant cet enseignement devra être porté à six ans au lieu de quatre. Le besoin d'enseignants est tel dans l'Etat que la réalisation du présent programme s'avère très urgente. Quant à l'enseignement moyen et secondaire, le Gouvernement s'engage à les promouvoir au maximum des possibilités budgétaires, et à en améliorer la qualité en appliquant les programmes des études d'humanités, avec adaptation de certains cours aux nécessités spécifiques africaines. La suppression de l'enseignement de la langue néerlandaise sera appliquée et sa substitution par celui de l'anglais sera envisagé dans toutes les écoles de l'Etat.

Le Gouvernement, devant l'impérieuse nécessité de disposer, dans le plus court délai possible, des techniciens capables, s'engage à transformer en section technique secondaire certaines des écoles professionnelles existantes. Il étudiera les possibilités d'ouverture de nouvelles écoles professionnelles et agricoles, là où l'évolution économique et social le justifie.

Le Gouvernement regrette le fait que l'enseignement, dans les écoles pour filles souffre d'un retard sur celui dispensé dans des écoles pour garçons. Il envisage, dans des villes et des grands centres, la création des écoles mixtes, où un même



programme d'enseignement sera dispensé aux filles et aux garçons.

#### JEUNESSE.

Le problème de la Jeunesse constitue une des préoccupations premières du Gouvernement. Ce dernier s'engage à réorganiser les mouvements de Jeunesse existants à l'état embryonnaire, et d'aider, par tous les moyens à sa disposition, la poursuite de l'objectif des dits mouvements, qui est la formation civique et morale de toute la jeunesse de l'Etat, sans distinction de sexe.

#### FINANCES PROVINCIALES.

##### Généralités

Le gouvernement de l'Etat de l'Equateur, ne saurait présenter un programme financier concret, ce dernier devant être structuré sur des données connues, mais définies par le Pouvoir Central. Ceci est rendu impossible présentement par l'application de l'article 220 de la Loi Fondamentale qui stipule, en son littéra 6, que les finances provinciales relèvent de la compétence des pouvoirs provinciaux, conformément aux dispositions de la loi particulière qui organisera la répartition des domaines respectifs de l'Etat et des Provinces. Le Congo doit devenir un pays solide, organisé et prospère. Cela implique un équilibre interne, qui ne peut se réaliser que si la politique, l'économie



mie et le social se développent de pair en vue d'assurer à tous les habitants un maximum de liberté, de sécurité et de bien-être. C'est l'idéal auquel tous les peuples du monde aspirent. C'est l'idéal à la réalisation duquel le Gouvernement travaillera d'arrache-pied.

Le premier objectif du Gouvernement sera de dégager de plus en plus nos populations de l'économie de subsistance pour les intégrer dans une économie de marché de base monétaire.

Dans notre marché, nous rencontrerons cependant un obstacle d'envergure. L'année 1958 fut l'année de la récession économique, l'année 1959 celle des remous et des désordres politiques qui se prolongent de nos jours. La situation s'est encore aggravée par le départ massif des européens et l'arrêt quasi total de notre économie. Le concours de ces facteurs entraîne notre affaiblissement financier. Celui-ci présente un double aspect: le budget ordinaire accuse un déséquilibre et la situation financière est très sérieusement compromise. Cela provient du fait que, la confiance des investisseurs s'étant écroulée sous les coups de boutoir des déclarations de nos leaders, le secteur public s'est vu privé de ses sources de financement.

Cet affaiblissement pèsera très lourd sur toutes les décisions importantes, de quelque nature qu'elles soient, que nous prendrons dans l'avenir. En d'autres termes, le Gouvernement est obligé, en vue de stabiliser les institutions existantes, prendre au préalable les mesures nécessaires pour constituer la masse de moyens indispensables et combler ainsi cet hiatus dans le financement.

L'exécution de programmes d'investissement dans le cadre de budgets extraordinaires postule nécessairement le recours à l'emprunt dont l'octroi est conditionné par un climat politique sain et par l'équilibre du budget ordinaire.

Il y a nécessité de procéder à l'assainissement de nos finances par un effort d'austérité adéquate en supprimant notamment de nos budgets, toutes les dépenses qui ne présentent pas un caractère de nécessité incontestable et de rentabilité à échéance rapprochée.



Il convient d'apprécier si certaines cellules administratives ou certaines activités ne doivent pas être mises en veilleuse, voire supprimées. Il va de soi que la situation budgétaire, actuellement grave, appelle un effort particulier de compression dans les dépenses. Il faut revoir le train de vie de l'Etat et l'ajuster à la hauteur de ses moyens.

Un sérieux effort considérable devra être entrepris pour relancer l'économie. Sans attendre la fin de conflits politiques dans lesquels s'enlise l'économie de la province, nous devons nous remettre au travail et augmenter non seulement le produit provincial dans son ensemble, mais par voie de conséquence, les recettes et les ressources budgétaires de l'Etat.

L'effort doit certes porter sur les moyens concentrés des usines, des plantations. Il est indispensable surtout pour la population rurale de couper le dernier régime de palme, de recueillir la dernière goutte du latex, de récolter le dernier grain de café et de cacao, la dernière capsule de coton. En un mot, les producteurs doivent pratiquer la politique du volume. Cette politique seule effacera les effets de la crise financière actuelle et témoignera de toute la vitalité de notre économie, malgré le climat d'incertitude politique de l'heure.

Les fondements de notre économie sont encore sains. Mais il faut une relance et une expansion saine. Elles ne sont possibles que si notre budget est en équilibre.

Cela n'est surtout pas une question d'argent, mais plutôt la question d'employer comme il convient, l'argent dont l'Etat dispose et disposera dans l'avenir....

En vue de redresser notre structure financière des mesures parfois impopulaires devront être prises. Que tous comprennent qu'elles sont nécessaires, car ce que nous avons essayé d'obtenir par le raisonnement et la persuasion, nous devons bien le faire d'autorité. La situation commande impérieusement que chacun comprenne que des avantages et des libéralités, que pouvait permettre une situation aisée ne sont pas à confondre avec les droits acquis. Que



tous fassent le geste de l'admettre de bonne grâce.

Nous devons encore attirer l'attention sur le danger d'une poussée salariale qui dans les circonstances actuelles, risque de devenir inflatoire et se retourner finalement contre les travailleurs eux-mêmes.

Il nous reste donc à changer notre mentalité de façon à ce que nos aspirations et nos réalisations correspondent à nos possibilités financières et économiques réelles.

Quant aux impôts et taxations, nous avons des limites normales que nous ne pouvons dépasser. Nous devons plutôt veiller à faire appliquer plus strictement les dispositions fiscales en vigueur.

Il ne reste alors qu'à réduire les dépenses en commençant par supprimer les dépenses de luxe et continuer à accélérer la production.

En somme, l'Equateur devra montrer par la voie de ses institutions qu'elle est décidée à s'aider elle-même par son travail, ses restrictions, son effort fiscal.

Nous aurons, comme nous l'avons dit plus haut, en plus de cela besoin du concours des capitaux étrangers, lesquels nous permettront d'éliminer la faiblesse structurelle de notre budget.

Mais les financiers demandent plus. Leur confiance exige plus qu'une stabilité politique, un climat politique favorable et serein. Or, dans ce domaine, dans les remous que nous connaissons ces derniers temps, la réflexion et la sérénité ne caractérisent guère les opinions exprimées.

#### SANTE PUBLIQUE.

Le Gouvernement s'engage à poursuivre fébrilement le timing précédemment mis au point l'année dernière par l'ancien gouvernement général.

Le danger des épidémies éventuelles, dues à la régression sociale résultant des troubles actuels, ne pourra être écarté que par le recrutement de très nombreux médecins et spécialistes hygiénistes.

Le Gouvernement s'engage à assurer le fonctionnement des

.../...



établissements sanitaires privés abandonnés ou en voie de l'être.

Il intensifiera les réseaux hospitaliers en créant, suivant les possibilités financières, des centres médicaux et médico-chirurgicaux dans les agglomérations indigènes. Ceci permettra à tous les habitants de l'Etat de bénéficier des soins médicaux, même préliminaires, sans grands déplacements.

Dans le cadre de la médecine préventive, le Gouvernement poursuivra, avec plus de vigueur, le recensement systématique des populations et procédera, les cas échéants, aux vaccinations de ces dernières.

Pour autant que les possibilités le permettent, le Gouvernement créera des centres d'éducation medico-sociale, en vue d'inculquer aux populations la nécessité du principe de l'hygiène, ce qui contribuera grandement à enrayer des maladies endémiques et épidémiques (tuberculose, lèpre, trypanosomiasés, etc....)

Il maintiendra et assurera le fonctionnement normal de la FO-REAMI et F.B.E.I.

Le Gouvernement s'efforcera d'orienter ceux des membres du Corps Médical de l'Etat qui se révéleraient aptes à parfaire leur formation médicale.

Un système de propagande, en vue de susciter des vocations médicales (auxiliaires-médicaux, infirmiers, assistants-médicaux, aides-accoucheuses...) sera mis sur pied.

Enfin, le Gouvernement en raison de la densité des populations qui le composent, projete ériger une école d'auxiliaires-médicaux dans l'actuel district de l'Ubangi, tout comme l'extension du programme actuel de l'école AMI de Coquilhatville est envisagée, en vue d'arriver à y former des assistants-médicaux.



## TRAVAUX PUBLICS.

### Généralités.

Le Gouvernement soucieux de poursuivre le développement économique de la province, est décidé à continuer les investissements pour doter l'Etat de l'infrastructure routière dont il a besoin et qui est à la base de toute économie moderne. Il se penchera surtout, sur la réalisation des grands travaux d'utilité publique.

La situation économique et financière de l'Etat n'est pas des plus favorables; et si le manque d'apport de capitaux nous empêche de réaliser notre programme, nous avons au moins le courage d'affirmer que le peu de crédit qui sera mis à notre disposition, sera employé à le réaliser partiellement.

Ce dernier comprendra 5 grandes subdivisions.

1. Transport par rail
2. Transport par route
3. Transport par eau
4. Transport par air
5. Construction et urbanisme.

#### 1. Transport par rail :

Le Gouvernement s'engage à poursuivre et à hâter les conclusions des études pour la liaison BUMBA-AKETI, BUMBA-LISALA-GOMENA-LIBENGE-ZONGO avec des embranchements vers des régions agricoles importantes du Nord de l'Etat.

La province pourrait importer et exporter aussi bien par le fleuve Congo via Léopoldville et Matadi (détour fort coûteux) que par ZONGO via Bangui-Tchad-Nil.

Le relief essentiellement hydrographique des Districts de l'Equateur et de la Tshuapa constitue un obstacle non négligeable à l'établissement d'un réseau ferroviaire dans cette partie de la Province.

#### 2. Transport par route

Le Gouvernement suivant l'importance des crédits dont il disposera, projete de :



Relier Coquilhatville aux centres les plus importants de la province.

Asphalter le réseau routier des centres urbains de Gemena, Lisala, Boende, Bumba, Libenge.

Moderniser les axes interterritoriaux importants tels

1/Libenge-Bosobolo-Banzyville-Businga-Lisala

2/Bumba-Lisala-Gemena-Libenge

3/Lisala-Budjala-Kungu-Bomboma-Dongo

4/Coq-Boende-Bokungu-Ikela

5/Coq-Bikoro-Ingende

6/Boende-Monkoto

Doter les villages des réseaux routiers secondaires suffisants en vue d'offrir aux autochtones, beaucoup d'exutoires pour l'évacuation de leurs produits. En bref, le Gouvernement entend doter l'Etat d'un réseau routier capable de répondre à tous les besoins du trafic et des déplacements. Non seulement, il se contentera de créer de nouvelles routes, mais assurera en ordre, la modernisation des celles existantes. L'aménagement des ports de Bumba, Akula, Basankusu s'impose. Des études ont été entreprises en vue d'enrayer l'érosion qui menace le port de Bumba. Le port de Bolenge via Coquilhatville sera d'une importance capitale pour l'Etat. Un service pétrolier y est prévu. Le Gouvernement s'engage à continuer les travaux interrompus.

Actuellement, toutes les rivières navigables ne sont pas balisées. Or le balisage s'avère aujourd'hui important, du fait que dans quelques mois, de nouvelles unités fluviales de conception révolutionnaire seront mises en service. Le Gouvernement entend

réaliser, dans le plus bref délai possible, le balisage de ces rivières. Le percement du canal de Lobengo, en territoire de Boma, reliera la riche région piscicole de la Ngiri au fleuve Congo. Il assurera l'épanouissement économique rapide de cette importante région trop longtemps négligée.

4. Transport par air. Le Gouvernement compte construire des aérodromes de secours à chaque chef lieu de Territoire et leur exploitation par le service Air-brousse. L'asphaltage des Aéroports de Lisala, Libenge et Boende est envisagé.



5- Bâtiments civils - Divers.

Le Gouvernement s'occupera de l'erection de différents immeubles de caractère médical, social, scolaire et militaire jugés indispensables pour l'épanouissement harmonieux des populations de l'Etat. En vue de résorber le chômage, le Gouvernement s'engage à créer des chantiers de travaux pour occuper le maximum des travailleurs. Le Gouvernement entreprendra des études et réalisera, suivant les possibilités financières de l'Etat, l'éclairage public dans les 4 chefs-lieux de district. Ce programme pourra être étendu aux territoires dans les années à venir. Il entre également dans les intentions du Gouvernement d'assurer, dans les agglomérations importantes de l'Etat, la distribution d'eau courante, par le système de pompe à eau (Forage FBFI).

Quand aux prospections du sous-sol, le Gouvernement s'engage à faire appel aux techniciens étrangers en vue de confirmer les résultats des prospections antérieures. Ci-dessous la reproduction in extenso, d'un texte émanant des Titres Fonciers. Trois gisements dénommés "Colomines n° 1, n° 2 et n° 3" dénoncés par Colomines dans le bloc Liki-Bembe, ont été accordés en concession minière du Congo-Belge (Mincobel) sous la dénomination "Polygone Ubangi n° 1, n° 2 et n° 3" par Arrêté Royal du 8 février 1938 5B.0 1939 2e partie - page 65).

Ces trois polygones sont enregistrés au registre minier modèle H sous les n°s de permis d'exploitation 3, 4 et 5 et ont une superficie de respectivement 83 hectares sur la Rivière Tobe, 727 hectares sur la Rivière Songo et 510 hectares sur la Rivière Membu.

La Mincobel y possède le droit d'exploiter l'or, l'argent, le thorium, le Cérium, l'Yttrium, le lanthane et le titane jusqu'au 7 décembre 2028.



E C O N O M I E .

G E N E R A L I T E S .

Le Gouvernement s'engage à promouvoir le développement économique et social de la Province, qui doit bénéficier aux masses laborieuses des villes et des régions rurales. La politique économique du Gouvernement visera principalement à développer l'épargne et le capital africains, et à favoriser les initiatives réellement autochtones. Le Gouvernement s'engage à créer partout où des paysannats existent, des villages - pilotes où seront groupées des familles désireuses de se livrer à la culture. Une attention toute spéciale sera accordée au développement de ces villages et à l'épanouissement de ces cultures. La sollicitude du Gouvernement se tournera vers une politique d'amélioration de l'habitat et vers l'établissement d'un programme spécial de logement, tant dans les milieux urbains que dans les régions rurales. La province de l'Equateur, a, jusqu'ici, été essentiellement agricole. Des rapports très anciens prouvent que notre sous-sol recèle d'importants gisements minéraux. Des prospections ont déjà été faites par d'importantes sociétés du Katanga, lesquelles se sont réservé le droit d'exploitation de ces richesses minières, au cas où les gisements du Katanga viendraient à s'épuiser.

Le Gouvernement a le devoir de ne plus laisser inexploitées ces richesses. Il fera appel aux techniciens et groupement financiers étrangers en vue de valoriser ces immenses régions minières. Ce programme, dont la réalisation doit être immédiate, contribuera, non seulement à l'épanouissement économique de la province, mais assurera également le progrès social et culturel des populations.

Le Gouvernement devra créer de nouvelles industries, et de maintenir en activité des industries existantes. Il doit arriver à traiter des produits agricoles de la province, dans la province même.



Messieurs,

Le Gouvernement vient de présenter un programme hardi, s'étendant sur la durée de la législature. La situation budgétaire de l'Etat est déficitaire. Néanmoins, le Gouvenrment mettra tout en oeuvre en vue d'assurer, de provoquer l'apport des capitaux. Le Gouvernement est convaincu quola réalisation du présent programme, dans la mesure des moyens financiers dont il disposera, pourra ramener l'ordre, la paix, et le bonheur de tous les citoyens de l'Etat.

VIVE LA REPUBLIQUE DU CONGO

VIVE L'ETAT DE L'EQUATEUR.



Coquilhatville, le 5 novembre 1960



C/Pol 300

N° 258/CAB.R

D

CABINET DU PRESIDENT

NOTE DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL  
DE LA PROVINCE DE L'EQUATEUR

Annexe :

Objet :

A Monsieur STEPHAINES, attaché Agricole  
Monsieur MARGOLIES D. Conseiller  
à l'Ambassade des Etats-Unis à  
LEOPOLDVILLE.

La Province de l'Equateur, est essentielle-  
ment agricole. Les principales ressources, comme celles  
de ses populations, ont toujours été basées sur l'Agricul-  
ture. Même les petites industries de transformation  
qui y sont érigées reposent sur le traitement primaire  
des produits agricoles.

Le Gouvernement Provincial s'est rendu  
compte de ce qu'il ne peut provoquer rapidement l'épa-  
nouissement économique de la Province, avec toutes ses  
conséquences avantageuses du point de vue social, que  
dans l'extension très poussée de l'Agriculture.

Pour ce, usant de sa très large autonomie  
lui reconnue par la Loi Fondamentale du 19 mai 1960  
laquelle constitue ce jour la Constitution Provinciale  
de la République du Congo, le Gouvernement Provincial  
de l'Equateur lance aux membres des Etats-Unis, par  
l'intermédiaire de leur Ambassadeur à Leopoldville, un  
pressant appel au **fin de l'assister** à relever l'écono-



mie de la la vaste région dont il conduit les destinées.

Il demande que lui soient fournis les moyens, suivant une convention dont les dispositions pourront être arrêtées ultérieurement, d'organiser la culture chez les masses paysannes de l'intérieur.

La procédure suivante aura certainement beaucoup plus de chance de réussite.

1°.- Ouverture d'un Fonds d'assistance aux agriculteurs indigènes. Ce fonds pourrait être constitué des prêts qui seraient éventuellement consentis par des groupes financiers américaines, au Gouvernement Provincial et à l'Assemblée Provinciale, conformément à l'article 148 de la Loi Fondamentale. Les donations qui seraient, en l'occurrence, faites à la province par quelques institutions philanthropiques américaines ou autres, y seront également versées.

Ce fonds consistera donc à aider les agriculteurs surtout les coopératives agricoles à faire face aux frais de première installation.

Il est à noter que le système de constituer des grandes coopératives agricoles sera le plus appliqué, car le Gouvernement entend donner aux collectivités l'occasion de disposer, dans un délai plus ou moins rapproché, des ressources convenables qui puissent leur assurer, en plus d'une économie stable de subsistance, une économie qui puisse leur permettre d'exporter.

2°.- Introduire la mécanisation dans la pratique de l'Agriculture par les collectivités indigènes.



En effet, ceci permettra aux coopératives d'étendre leurs cultures sur de très vastes étendues de terrain, de le faire dans le minimum de temps possible, et d'arriver à des productions fort intéressantes.

Dans ce domaine encore, les Etats-Unis pourraient venir en aide au Gouvernement et aux populations de l'Equateur, par la fourniture, à crédit, des machines agricoles et des engrais chimiques.

Une assistance technique pour l'apprentissage aux paysans congolais, du maniement de ces engins viendrait à point.

Le Gouvernement dispose déjà d'une poignée d'agences qui lui faciliteraient la tâche dans le chef de l'éducation des agriculteurs.

3°- Le Gouvernement déplore le fait que la plupart, si pas tous, des produits agricoles fournis par la province soient traités en dehors de ses frontières.

Ce système donne aux autres provinces, vers lesquelles sont évacués ses produits bruts l'occasion de résorber le chômage (avantage social) et de réaliser des bénéfices (avantage économique).

Afin d'y mettre fin, le Gouvernement fait appel aux industriels américains pour qui ils puissent installer, dans la province, des industries à base agricole:

- filatures (le coton étant planté dans les régions du Nord)
- industries du bois ( la province est la plus riche en ressources forestières)
- L'industrie des machines (la province étant



une des principales productrices du caoutchouc du Congo)

En dehors de ces vastes possibilités agricoles, la province est suffisamment dotée des gisements miniers.

En effet, des documents officiels très anciens, démontrent que des prospections ont été faites dans le Nord de la province, et ont décelé d'importants gisements miniers.

Ci-dessous la reproduction in extenso, d'un passage de ce document officiel (B.O. 1939, 21ème partie, page 65)

Trois gisements dénommés "Colomines n° 1, n° 2 et n° 3" dénommés par Colomines dans le bloc Likie Sembe, ont été accordés en concession minière au Congo-Belge (Mincobel) sous la dénomination "Polygone Ubangi n° 1, n° 2 et n° 3" par Arrêté Royal du 8 février 1938 B.O. 1939 2e partie-page 65)

Ces trois polygones sont enregistrés au registre minier modèle H sous les N°s de permis d'exploitation 3, 4 et 5 et ont une superficie de respectivement 85 hectares sur la Rivière Tote, 727 hectares sur la Rivière Songo et 510 hectares sur la Rivière Mambu.

La Mincobel y possède le droit d'exploiter l'or, l'argent, le thorium, le Cérium, l'Yttrium, le lanthane et le titane jusqu'au 7 décembre 2028.



Le Gouvernement lance un pressant appel aux capitalistes américains, en vue d'arriver à arrêter, avec eux, une convention pour la mise en valeur rapide de ces richesses latentes.

En conclusion, le Gouvernement sollicite de l'Ambassadeur des Etats-Unis, la possibilité de lui faciliter un voyage d'affaires dans les états agricoles des Etats-Unis, voyage qui permettra à la délégation qu'il constituera de prendre des contacts avec les groupes financiers américains qui seraient à même de l'assister dans le sens ci-dessus indiqué.

Les frais de voyage seraient supportés par la Province, mais cette dernière sollicite de l'Ambassadeur, une vive intervention.

LE PRESIDENT DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL DE  
l'EQUATEUR,

L. KIMTEBI



C/POL 300

Incoming cable from New York, received  
on 3 November 1960, a.m.

3114 McDiarmid from Cordier your 1340

Guinea Resolution with following as sponsors, now reads as follows:

"Draft Resolution A/L.319/REV 2, Ceylon, Ghana, Guinea, India, Indonesia,  
Mali, Morocco, United Arab Republic.

The General Assembly,

recalling its Resolution 1480 (XV) of 20 September 1960, adopted unanimously,  
whereby the Republic of the Congo (Leopoldville) was admitted to membership in  
the United Nations,

recalling also its Resolution 1474/REV 1 (ES-IV) of 20 September 1960  
stipulating that 'it is essential for the United Nations to continue to assist  
the Central Government of the Congo',

considering that respect for Congolese legality is an essential factor  
in enabling the institutions of the Republic of the Congo to function normally  
and in facilitating action by the United Nations calculated to restore order  
and national reconciliation,

1. Decides to seat the Representatives of the Central Government of the  
Republic of the Congo (Leopoldville) immediately, pending the General Assembly  
decision on the report of the Credentials Committee;

2. Requests the Secretary-General to take all necessary steps to promote,  
and to ensure the security of, a meeting of the Parliament of the Republic of  
the Congo (Leopoldville) as soon as possible."



REPUBLIQUE DU CONGO  
MINISTRE D'ETAT  
CHARGE DE LA FONCTION  
PUBLIQUE

Tel. NO. 5555

28

Cabinet du Ministre

Léopoldville, le 16 août 1960.

Objet:

Mise en place des  
agents Congolais en  
service dans les  
administrations de l'Etat  
à la date du 30 juin 1960.

N° 30/Cab.

Annexe: 6.

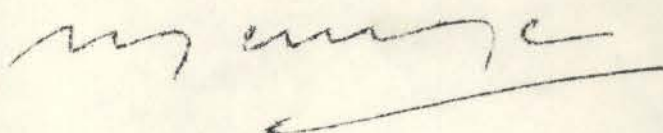
Note à l'intention de Messieurs :

- le Premier Ministre
- les Ministres et Secrétaires d'Etat (Tous)
- les Présidents des Gouvernements Provin-  
ciaux (Tous) sauf Katanga.

J'ai l'honneur de vous faire tenir, en  
annexe, complémentirement à la note n°19/Cab/60 du 8 août 1960:

- 1/ le rapport du Département sur les travaux de la Commission  
administrative de mise en place et sur la note de service de  
Monsieur LUANGHY.
- 2/ un exposé des motifs proposant l'incorporation des deux articles  
nouveaux au projet d'arrêté présidentiel qui forme l'annexe  
I de ma note précitée ;
- 3/ une note complémentaire relative à la hiérarchie administra-  
tive dont question au tableau joint au projet d'arrêté  
présidentiel formant l'annexe I de ma note précitée.
- 4/ un exposé des motifs proposant l'incorporation d'un article  
nouveau au projet d'arrêté présidentiel qui forme l'annexe  
II de ma note précitée,
- 5/ un exposé des motifs proposant l'inclusion de deux nouveaux  
articles au projet d'arrêté présidentiel fixant la marche à  
suivre pour la mise en place (Annexe II de ma note 19/Cab.);
- 6/ un modèle du commissionnement qui remplace celui joint à  
l'annexe IV de ma note précitée.-

LE MINISTRE D'ETAT  
CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE,  
A. GENGE.-





ANALYSE DES TRAVAUX DE LA COMMISSION ADMINISTRATIVE DE  
MISE EN PLACE ET DE LA NOTE DE SERVICE DE Mr. LUANGHY.

L'Analyse des travaux de la Commission administrative de mise en place et de la note de service a conduit aux propositions que j'ai eu l'honneur de présenter par ailleurs à votre haute attention.

Le problème soulevé a été abordé parallèlement sous le double aspect de la transposition des grades et des traitements et de l'élaboration d'une nouvelle échelle hiérarchique et barémique.

Mon rapport résume les points de vue en présence et les fait suivre d'une critique constructive.

A - SYSTEME DE MISE EN PLACE

1° - Propositions de la commission:

La Commission administrative préconise un système de mise en place en deux temps:

- au 1er stade: une transposition générale des grades et des traitements doit être opérée, de manière à créer une poussée totale de bas en haut, provoquant l'accession dans les quatre catégories supérieures jusqu'ici occupées par le personnel européen à quelque exception près, de l'ensemble des agents congolais en service à la date du 30 juin 1960 dans les diverses administrations de l'Etat.

Les vacances créées ainsi dans les grades inférieurs seront comblées par les gens de métier (travailleurs, ouvriers, manoeuvres, etc...) régis par le contrat de travail.

En définitive, le nombre de catégories est réduit de 7 à 6.

- au 2me stade: la mise en place étant ainsi généralisée, la question de l'occupation des postes de commande qui resteraient éventuellement vacantes ou en cas de compétition entre plusieurs candidats serait laissée à l'appréciation du seul personnel du service ou de la direction.

2° - Proposition du Secrétaire Général.

Le Secrétaire Général suggère également un système de mise en place en deux temps:

- au 1er stade: le Secrétaire Général établit une transposition des grades et des traitements applicable uniquement aux seuls agents actuellement sous statut dont la hiérarchie est déterminée par quatre catégories.

Les gens de métier ne sont pas inclus dans le régime statutaire.

- au 2me stade: la transposition étant acquise, le système de commissionnement ci-dessous entre en jeu:

a) les agents sont commissionnés pour exercer les fonctions du nouveau grade.

b) ils conservent le traitement dont ils jouissent au moment de la transposition et bénéficient d'une indemnité de fonctions.

*Numbers of high posts need not remain the same.*

*It is not clear what this means. Grades see memo.*



Le montant de cette indemnité est égal, à la différence entre le traitement dont ils jouissent et l'initial attaché au grade nouveau dont ils exercent les fonctions.

c) le commissionnement s'éteindra au moment où l'agent aura atteint, par le jeu de promotions régulières, le traitement du nouveau grade. A ce moment, interviendra la nomination effective.

### 3° Analyse:

#### Sur le principe de la transposition:

Je partage le point de vue des membres de la Commission administrative et de Mr. LUANGHY: une transposition immédiate des grades et des traitements s'impose. Elle est attendue également par les gens de métier et je rencontre ici les vœux de la commission qui prévoit à l'endroit de cette catégorie l'extension de la mesure de transposition.

Mais, estimant qu'il faut moins de catégories pour l'ensemble du personnel, je propose une hiérarchie comportant 5 catégories. Il faut stabiliser l'emploi public et apporter à toutes les couches sociales le bénéfice d'avantages moraux et matériels découlant de l'accession de notre République à l'indépendance pleine et souveraine.

#### Sur le processus subséquent :

Le procédé préconisé par la commission administrative de laisser au personnel le choix des éléments qualifiés pour occuper des postes à responsabilités au 2<sup>me</sup> stade n'est pas rassurant et peut donner l'occasion à des manœuvres dont les échos nous sont parvenus à maintes reprises.

Le commissionnement peut éviter la titularisation immédiate d'éléments qui peuvent ne pas être compétents pour exercer les fonctions des nouveaux grades. Mais le bénéfice immédiat d'une indemnité de fonctions ne rencontre pas ma faveur.

D'une part, il pourrait profiter à des agents qui ne répondraient pas à l'espérance que l'on placerait en eux et qui ne s'acquitteraient pas convenablement de la tâche qui leur serait confiée.

D'autre part, il pourrait durer des années comme le conçoit plus particulièrement le Secrétaire Général, qui, pourtant, a des appréhensions en ce qui concerne la bonne marche des affaires publiques, étant donné la situation de fait devant laquelle le Congo s'est trouvé placé lors de son accession à l'indépendance.

Tant pour préserver la valeur et le prestige de la fonction publique que pour garantir au maximum les droits des agents qu'il faut prémunir contre tout arbitraire par ailleurs, j'ai proposé un ensemble de mesures qui forment les annexes à ma note 19/CAB/60 précitée, à savoir:

1) un système de transposition immédiate des grades et des traitements.

2) le commissionnement sans traitement de tous les agents pendant deux mois à l'exercice des fonctions au grade nouveau;

3) l'établissement d'un rapport succinct à l'issue de ce commissionnement, rapport proposant la nomination définitive ou une prolongation de ce stage sans traitement,

4) la nomination effective en cas de rapport favorable.

5) la réclamation éventuelle auprès des chambres de Recours en cas de rapport concluant à la prolongation du stage.

.. //..



6) le recours éventuel auprès du Conseil de l'Etat en cas de proposition de l'accomplissement d'une carrière plane.

7) l'accomplissement de la carrière plane ce qui exclut l'absence de promotions éventuelles, mais maintient l'avancement régulier de traitement.

En somme, il convient de se défaire dès le départ de la conception erronée qui a prévalu dans les milieux colonisalistes quant à la capacité des congolais à l'exercice des fonctions à responsabilité.

#### B - ECHELLE BAREMIQUE

##### 1° Propositions de la Commission:

exemple pour le groupe "Secrétariats"  
voir travaux de la Commission

##### 2° Propositions du Secrétaire Général

exemple pour le groupe "Secrétariats"  
voir note de service.

##### 3° Analyse

La Commission établit un barème dont le plafond correspond au traitement le plus élevé prévu récemment par le Conseil des Ministres en matière de rémunération. Mais l'échelle crée des écarts inexplicables dans la hiérarchie barémique.

Le Secrétaire Général propose un barème dont la tension irrégulière est très peu élastique et les traitements accusent des soubresauts dans leur échelonnement.

Le Département de la Fonction Publique a voulu lier le régime de la transposition des grades et des traitements à un avancement réel dans toutes les catégories des agents et à la jouissance de réels avantages moraux et matériels.

Dans la prévision des traitements nouveaux, il a été tenu compte du barème applicable aux membres des cabinets ministériels. Notre échelle barémique veut éviter un hiatus quant aux rémunérations dans les emplois publics et croît en proportion de l'importance des fonctions.

Il importe d'assurer aux agents des émoluments qui non seulement leur permettent de vivre à l'abri de besoin mais encore et surtout de jouir d'une situation conforme au prestige de leur rang et à la valeur de la fonction publique.

Léopoldville, le 16 Août 1960

Le Ministre d'Etat  
Chargé de la Fonction Publique

A. GENGE.

*See our memo  
on Salary Scales*

*See salary note*

*Some relatives  
But not by barème  
Govt to decide, hearing  
in mind our barème*



Propositions de nouveaux articles

---

Exposé des motifs.

---

1° Le projet d'arrêté Présidentiel portant transposition des grades et des traitements suggère en son article 3 que l'application du régime barémique soit effective à la date que déterminera le Ministre des Finances.

Si l'incorporation d'un article 10 était admise au projet d'arrêté Présidentiel fixant la marche à suivre dans le cas de la mise en place des agents congolais, la prévision d'un nouvel article s'imposerait dans le corps du présent projet d'arrêté Présidentiel.

En effet, un hiatus entre le 1er juillet 1960-date à laquelle seraient réalisées les promotions de ces fonctionnaires congolais et la date que fixerait le Ministre des Finances pour l'application du régime barémique ne pourrait que porter préjudice à la carrière traitement des intéressés et emporterait la conviction chez ces derniers de l'absence effective de tout avantage réel.

Le nouvel article serait ainsi libellé:

" Article.....: Par dérogation aux dispositions de l'article 3, 2ème alinéa, du présent arrêté, les agents congolais dont question à l'article 10 de l'arrêté du.....1960 fixant la marche à suivre pour la mise en place bénéficieront à dater du 1.7.60 du traitement attaché au nouveau grade correspondant."

2° Le tableau-annexe joint à cet arrêté, ne prévoit pas dans la hiérarchie administrative et barémique la transposition en faveur des agents revêtus du grade de Commis Principal de 2ème classe ou de celui de Commis 2ème classe dont question à l'article 7 de l'arrêté du 11.2.59 réglant la situation des Agents congolais en service au 31.12.58.

C'est pour remédier à ce silence qu'il est proposé la prévision d'article nouveau ainsi conçu :

" Article.....

" Les agents congolais visés à l'article 1er et revêtus au 1.7.60 du grade de Commis Principal de 2ème classe ou de celui de Commis de 2ème classe ou du grade assimilé sont transposés respectivement au même grade que les Commis Chefs et les Commis Principaux à la suite desquels ils prennent rang dans la hiérarchie."

Le Ministre d'Etat  
Chargé de la Fonction Publique  
A. GENGE.



Annexe I à la Note 19/CAB/60 du 8.8.60 Projet d'arrêté présidentiel portant transposition des grades et des traitements.

Tableau Annexe - Hiérarchie administrative commune à plusieurs Ministères

Note complémentaire

L'exposé des motifs fait allusion à la fixation à titre exemplatif d'une hiérarchie administrative commune à plusieurs Ministères.

A cette occasion, il était laissé à mes Honorables Collègues la compétence de déterminer les grades particuliers qu'ils entendaient voir exister au sein des services de leurs administrations respectives.

Je crois cependant devoir définir la classification hiérarchique de principe des agents relevant de la catégorie subalterne, afin de guider la dénomination des appellations.

Dans la hiérarchie administrative commune à plusieurs Ministères, la 5e catégorie (agents subalternes) comprend l'échelonnement suivant:

- Huissier -messenger Chef
- Huissier -messenger
- Huissier

La correspondance des grades particuliers à certains Ministères avec ceux cités ci-dessus s'établira selon les qualifications suivantes:

- 1<sup>o</sup> grade : Huissier- messenger chef - Appellation du métier, suivi de la qualification "Chef" applicable à celui qui exécute son "métier" sans contrôle.  
Exemple: Electricien Chef - Maçon Chef - Menuisier Chef et Surveillant Chef.
- 2<sup>me</sup> grade: Huissier-messenger Appellation du métier, tout court, applicable à celui qui exécute son métier sous contrôle périodique.
- 3<sup>me</sup> grade Huissier Appellation du métier suivi du mot "aide" c.à.d. d'une personne en apprentissage, aide effectivement un homme de métier.  
L'"aide" travaille sous contrôle permanent.

*The meters are undergraded as compared with Commis etc Long-run effects*



Annexe II à la Note n°19/Cab./1960 du 8 août 1960 -  
projet d'arrêté présidentiel fixant la marche à suivre  
pour la mise en place immédiate.

-----

Proposition d'incorporation d'un nouvel article.

-----

Exposé des motifs.

Le projet d'arrêté présidentiel qui fixe la marche à suivre pour la mise en place immédiate du personnel Congolais et qui forme l'annexe II à ma note 19/Cab./60 du 8 août 1960 insiste sur le fait que devant la complexité des affaires publiques, il est nécessaire de placer les éléments présentant des garanties d'une formation intellectuelle et professionnelle suffisante aux postes de responsabilité.

Le processus préconisé en l'occurrence subordonne la titularisation effective à la satisfaction de certaines conditions, à savoir le commissionnement sans traitement, suivi d'un rapport de stage favorable.

Dans cette mise en place, il est apparu nécessaire cependant de se défaire de la conception erronée qui a prévalu dans les milieux colonialistes concernant l'aptitude des Congolais à l'exercice des fonctions de commandement et de faire bénéficier d'un avantage effectif les agents les mieux placés dans la hiérarchie administrative.

Ces éléments sont ceux qui suite à leur nomination soit à leur commissionnement au terme de l'article 39 du Statut des Agents de l'Administration d'Afrique, exercent à ce jour les fonctions de commandement telles que déterminées à l'article 31 de ce statut.

L'effort qui les a fait hisser à ce rang mérite d'être reconnu par nos autorités, comme il l'a été par le gouvernement précédent dont on retiendra le fait concret de la titularisation ou de l'octroi d'une indemnité raisonnable.

A l'égard des intéressés, nous proposons que le texte suivant soit ajouté au projet d'arrêté présidentiel dont question de manière à en former l'article 10, l'actuel article 10 devenant l'article 11:

"

" Article 10 :

" Par dérogation aux dispositions du présent arrêté, les agents  
" Congolais occupant à la date de ce jour un emploi de commande-  
" ment conformément aux dispositions des articles 39 et 86 du  
" Statut des Agents de l'Administration d'Afrique, sont nommés  
" d'office au nouveau grade correspondant à la date du 1er juillet  
" 1960."

Le Ministre d'Etat  
Chargé de la Fonction Publique  
A. GENGE.



Annexe II - Projet d'arrêté présidentiel fixant la marche à suivre pour la mise en place des Agents de l'Administration d'Afrique en service dans les administrations de l'Etat à la date du 30 juin 1960, à l'exception des agents métropolitains et des agents de l'Administration du Ruanda-Urundi.

Proposition d'inclusion de deux nouveaux articles.

Exposé des motifs.  
-----

Ce projet d'arrêté présidentiel subordonne la nomination définitive des agents à l'établissement d'un rapport favorable établi à l'issue de commissionnement sans traitement d'une durée de deux mois.

Par ce commissionnement, les agents sont chargés d'exercer les fonctions du nouveau grade correspondant, tel que déterminé au tableau-annexe du projet d'arrêté présidentiel portant transposition des grades au 30 juin 1960.

Comme à cette date, il n'existait en tout et pour tout que 15 fonctionnaires congolais des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> catégories et quelque 800 agents congolais de la 4<sup>e</sup> catégorie dans l'ensemble du territoire, il y aura des vacances qu'il faudra combler dans les nouvelles 1<sup>e</sup>, 2<sup>e</sup> et même 3<sup>e</sup> catégories de certaines administrations de l'Etat, compte tenu du cadre organique de ces administrations.

On peut y arriver de deux manières :

1° le Ministre ou le Membre du gouvernement provincial responsable peut commissionner, pour exercer les fonctions des grades ainsi occupés, des agents des catégories inférieures, déjà bénéficiaires d'un commissionnement par transposition, sur le vu des dossiers personnels des intéressés;

2° en cas d'absence d'éléments en service jugés aptes à l'exercice des fonctions des grades supérieurs ou en cas de persistance de la vacance après le recours au procédé sub 1° ci-dessus, le Ministre peut faire appel à des éléments extérieurs pour exercer les fonctions des grades restant impourvus.

Les éléments ainsi incorporés dans les administrations seront commissionnés avec bénéfice du traitement correspondant à celui qui est payé pendant leur stage aux agents en service assumant les fonctions du grade correspondant.

Pour garantir cependant le droit des agents et <sup>les</sup>prémunir contre l'arbitraire administratif, il est proposé de leur permettre d'introduire une réclamation auprès de la Chambre des Recours intéressée dans le cas où ils s'estimeraient lésés, soit par le choix opéré par l'autorité responsable à l'intérieur des services, soit par l'appel fait par cette autorité aux éléments de l'extérieur.

Les considérations développées ci-dessus conduisent à la proposition des dispositions qui suivent comme nouveaux articles du projet d'arrêté présidentiel fixant la marche à suivre en matière de mise en place.

1° " Article 3 bis

" Pour le cas où il y aurait des vacances à combler dans certaines catégories après le commissionnement général, le Ministre ou le Membre du gouvernement provincial responsable pourrait désigner sur le vu de leurs dossiers personnels par commissionnement sans traitement pour exercer les fonctions des grades non pourvus des agents des catégories inférieures déjà bénéficiaires d'un commissionnement par transposition.

" En cas d'absence d'éléments jugés aptes à l'exercice des fonctions des grades supérieurs ou en cas de persistance de la vacance après le choix dont question à l'alinéa ci-dessus, l'autorité responsable pourrait faire appel à des éléments extérieurs aux administrations de l'Etat.

.../...

*Qualifying  
Should be  
primary  
entirely  
posts will be  
lower -  
Better to  
have them  
remain  
vacant.*



" Ces éléments seraient commissionnés à l'exercice des  
"fonctions des grades vacants avec bénéfice du traitement  
"équivalent à celui dont jouit un agent en service assumant par  
"transposition les fonctions du grade correspondant.

" Les dispositions en matière de mise en place et de recours  
"devant les Chambres de Recours leur seraient applicables".

2° " Article 7 bis

" L'agent conserve le droit d'introduire une réclamation  
"motivée auprès de la Chambre de Recours indiquée s'il s'estime lésé,  
"soit par le choix opéré par l'autorité responsable à l'intérieur  
"des services, soit par l'appel fait par cette dernière aux éléments  
" de l'extérieur".